



RAPPELS IMPORTANTS CONCERNANT LE CONGRÈS ANNUEL DE LA SHC, À L'UNIVERSITÉ LAVAL DE QUÉBEC, DU 1 AU 3 JUIN 1989

INSCRIPTION AUPRES DES SOCIÉTÉS SAVANTES

Nous rappelons aux membres de la SHC qui assisteront au congrès de juin, qu'ils doivent s'enregistrer au bureau d'accueil des Sociétés savantes dès leur arrivée à Québec. Ceci est primordial car les subventions de voyage dont bénéficiera la SHC pour le congrès de l'an prochain - ainsi que d'autres types de subventions accordées - seront fixées d'après le nombre d'inscriptions faites cette année à l'Université Laval.

PROGRAMME ET COMMUNICATIONS

Le programme sera bientôt envoyé à tous les membres. Ceux/celles qui se proposent d'assister au congrès devront apporter cette copie car il n'y aura pas d'autres exemplaires disponibles sur place.

Les personnes qui ne peuvent venir au congrès mais désirent se procurer le texte de certaines communications peuvent en faire la demande au trésorier avant le 1er septembre 1989.

PROCES-VERBAL DE LA REUNION ANNUELLE DE 1988 À WINDSOR

Lors de l'assemblée générale de juin 1989, les membres de la SHC seront appelés à adopter le procès-verbal de l'assemblée générale du 10 juin 1988, tenue à Windsor. Le procès-verbal a été reproduit dans le numéro d'automne du Bulletin de la Société, volume XIV, numéro 4.

HISTOIRE APPLIQUEE

CE QUE TOUT HISTORIEN DE L'HISTOIRE APPLIQUEE DEVRAIT SAVOIR

Voilà une question facile. Tout historien de l'histoire appliquée devrait d'abord et avant tout être un bon historien. On s'attend à ce qu'il possède une bonne connaissance générale de l'époque historique sur laquelle il travaille, de même que d'excellentes connaissances spécialisées sur un ou plusieurs thèmes concernant cette époque, selon les exigences de l'emploi. (Par exemple, s'il doit travailler sur une époque coloniale, il devra être - ou devenir - très à l'aise avec l'histoire du pouvoir ou des pouvoirs coloniaux. S'il s'agit du vingtième siècle, il lui faudra peut-être une expertise particulière en histoire de la technologie ou de l'industrie. Dans certains cas, si l'historien ne possède pas déjà des connaissances en cartographie, architecture, pictographie, photographie ou enregistrement sonore, pour ne citer que celles-là, il devra les acquérir.) Il lui faudra être passé maître en recherche, c'est-à-dire dans la sélection, l'analyse et la synthèse de sources pertinentes. Il doit posséder les connaissances et l'habileté nécessaires pour examiner d'un oeil (ou d'une oreille) critique des sources primaires et secondaires, et ne pas se laisser tromper par des observations spéculatives, ni rejeter d'emblée une source dont l'utilité est peu évidente. On pourrait en dire davantage encore sur le bon historien, mais le prologue qui précède suffira.

L'obligation d'être de bons historiens, voilà ce que tous les historiens de l'histoire appliquée ont en commun. Mais le "mouvement des historiens de l'histoire appliquée", si on peut le désigner ainsi, prétend réunir sous le même nom archivistes, auteurs d'histoires officielles, experts en sites historiques et conservateurs dans les musées historiques. Certains d'entre nous ont oeuvré dans ces secteurs pendant dix à trente ans sans

IMPORTANT REMINDERS CONCERNING THE CHA ANNUAL CONFERENCE, AT UNIVERSITE LAVAL, QUEBEC, 1-3 JUNE 1989

REGISTRATION WITH THE LEARNED SOCIETIES

CHA members attending the Learned Societies conference in Québec are reminded of the importance of registering with the Learned Societies desk while in Québec. The travel grant to the CHA for the next year's conference in Victoria is determined in part by the number of CHA members registered this year in Québec. Failure to register with the Learned Societies may also affect other grants received by the Association.

PROGRAMME AND PAPERS

The programme will be mailed to all CHA members. Those attending the annual meeting should bring this copy of the programme as there will be no additional copies available.

Those who are unable to attend the annual meeting may order conference papers by applying to the Treasurer before 1 September 1989.

MINUTES OF THE 1988 ANNUAL GENERAL MEETING IN WINDSOR

At the association's annual general meeting at the Université Laval, June 1989, members will be asked to approve the minutes of the last full business meeting held at the University of Windsor on 10 June 1988. These minutes appeared in the fall issue of the Newsletter, Volume XIV, Number 4.

PUBLIC HISTORY

WHAT EVERY PUBLIC HISTORIAN MUST KNOW

That's an easy one. Every public historian must be, first and foremost, a good historian. She is expected to have a very good general knowledge of the field of history in which the work is to be done, together with excellent specialized knowledge of one or more subject areas within that field, depending on the requirements of the job. (If he is to work on a colonial period, for example, he will have to be -- or to become -- very conversant with the history of the colonial power or powers. Work on the twentieth century may require special understanding of technological or industrial history. For certain work, the historian may have to possess or acquire knowledge about cartography, architecture, pictorial evidence, photography or sound recording, to cite some examples). She must be skilled research: in the selection of pertinent sources, in their analysis and synthesis. He must have the knowledge and the ability to examine both primary and secondary sources with a critical eye (or ear), neither being taken in by specious argument nor rejecting out of hand a source whose usefulness is less than obvious. One could say more about what being a good historian is, but the foregoing will serve our purpose.

Having to be good historians is what all public historians have in common. But the "public-historian movement", if I may call it that, presumes to gather together under the same rubric archivists, writers of official histories, historical-sites researchers and research curators in historical museums. Some of us have worked in these fields from ten to thirty years without knowing that we were "public historians"; some have moved,

savoir qu'ils étaient des historiens de l'histoire appliquée; d'autres se sont déplacés avec ou sans difficulté d'un secteur à l'autre; certains encore sont passés de ces secteurs à l'enseignement et inversement. Pour le novice, cependant, la différence entre les différents secteurs et entre les emplois eux-mêmes peut être considérable, et ces différences méritent qu'on s'y arrête.

Nous n'allons pas discuter ici de toutes les difficultés du travail de rédacteur d'histoires officielles, tel que l'a fait le professeur Charles P. Stacey. Mentionnons néanmoins celle qui vient en tête de liste, soit la possibilité de désaccord entre les auteurs et ceux qui financent la recherche à propos de ce qui doit et ne doit pas être exclus du récit officiel. Sans une bonne planification et une coordination adéquate des efforts, les bailleurs de fonds peuvent en venir à croire que les auteurs, comme il est dit dans le Livre du rituel anglican, "n'ont pas fait ce qui aurait dû être fait et ont fait ce qui n'aurait pas dû être fait". Les chercheurs, pour leur part, peuvent prétendre qu'à titre de bons historiens ils laissent les morceaux se mettre en place d'eux-mêmes, et que les bailleurs de fonds craignent la publication de la vérité. Bien souvent, les chercheurs ont raison, mais pas toujours. Ce genre de problème risque moins de survenir si les règles de base sont établies dès le tout début et respectées jusqu'à la fin du projet. Il faut admettre que ce principe est plus facile à observer au sein de la hiérarchie d'une importante équipe de recherche (par exemple, la Défense nationale) que dans le cas où une seule personne reçoit le mandat de reconstituer une histoire officielle et qu'on lui donne presque carte blanche jusqu'à ce qu'elle ait terminé. Quoi qu'il en soit, si les deux parties sont franches dans leurs objectifs et leurs intentions, le sort des rédacteurs d'histoires officielles ne devrait pas être si pénible.

Ainsi, jusqu'à un certain point, le rôle d'un rédacteur d'histoires officielles est d'écrire de bonnes histoires, en s'assurant que ses priorités coïncident avec celles du bailleur de fonds.

La question des priorités est aussi éminemment importante lorsque le travail a pour objet un site historique ou concerne un musée. Il est extrêmement important que les chercheurs soient parfaitement bien informés des priorités de l'organisme pour lequel ils travaillent et acceptent de se conformer aux changements qui pourraient survenir en cours de route. Bien qu'ils devraient pouvoir effectuer leurs travaux selon l'éthique professionnelle, les chercheurs à l'emploi d'institutions publiques ne peuvent quand même pas tout décider par eux-mêmes; en fait, si la façon de procéder de l'organisme ne leur convient pas, ils peuvent "effectuer un changement de carrière", comme je l'ai entendu dire par certains bureaucrates responsables de musées. Les changements de priorités signifiés par les hauts dirigeants d'une organisation peuvent très bien être inévitables pour les autorités supérieures d'un ou deux niveaux hiérarchiques au-dessus du chercheur; le "patron" pourrait très bien n'être que le porteur de la nouvelle, et non l'initiateur du changement. Et même si le patron prenait une telle décision, - par exemple, favoriser un projet au détriment d'un autre - elle serait généralement motivée par des coupures de budget imposées par une autorité supérieure, l'obligeant ainsi à faire un choix entre deux projets dont la pertinence, d'après les objectifs de l'organisation, n'est pas aussi évidente pour l'un que pour l'autre. Le chercheur qui ne pense pas réussir à s'accommoder de ce genre de décisions, devrait sérieusement reconsidérer la possibilité de travailler pour de telles organisations.

Vraisemblablement, la spécialisation est l'élément qui particularise les historiens de l'histoire appliquée, qu'elle soit acquise pour les besoins de l'emploi ou héritée d'une expérience antérieure. Evidemment, le candidat recruté par le ministère de la Défense nationale et des Affaires extérieures devrait posséder une expertise en diplomatie ou en histoire militaire. L'historien dans un musée ou sur un site historique devrait, de son côté, en savoir suffisamment long sur la culture matérielle d'une société

easily or not, from one of these fields to another; others have moved between them and academe. For the novice, however, the differences between the fields and between the jobs can be considerable; and these differences merit examination.

We shall not belabour the vicissitudes of the official historian, already mentioned in print by Professor Charles P. Stacey. Chief among them is the possibility of disagreement between sponsors and authors over what is to be included in the official history and what is to be excluded from it: without careful planning and co-ordination of effort the sponsors may come to believe that the authors, in the language of the Book of Common Prayer, "have left undone those things which [they] ought to have done and have done those things which [they] ought not to have done". The researchers, for their part, may contend that, as good historians, they are letting the chips fall where they may and that the sponsors fear the publication of the truth. Often the researchers are right about this, but not always. The subject is less likely to arise if the ground rules are established at the very beginning and observed throughout all projects. Admittedly this is easier to control through the hierarchy of large research teams (e.g. National Defence) than where an individual is asked to prepare an official history and left relatively undisturbed to complete it. Nevertheless, if both sides are candid in their objectives and intentions, the official historian's lot may not be an unhappy one.

Within certain limits, therefore, an official historian's task is to write good history, provided her priorities dovetail with those of the sponsor.

The question of priorities also looms large where historical sites and museums are concerned. It is extremely important for the researcher to be clear about the priorities of the unit and to conform to changes therein. Although researchers should be allowed to do their work according to accepted professional standards, those employed in public institutions cannot, in the long run, be a law unto themselves: in theory at least, if they dislike the way the organization is run they can "make a career change", as I have heard museum bureaucrats put it. Changes in priority, resulting from high-level decisions, may be quite unavoidable one or two levels above the researcher: the boss may be only the bearer of the news, not the author of the change. And even if the boss did take the decision -- for example, to retain one project and drop another -- it would usually result from a budget cut higher up that forced a choice between projects having varying degrees of relevancy to the objectives of the organization. The researcher who expects to have difficulty living with decisions of this kind should reconsider working for such agencies.

What may distinguish historians in public agencies is specialization, whether brought to the job or acquired. Obviously, recruits for Defence and External Affairs could expect to have specialized in diplomatic or military history. A historian in museums or historical sites may be expected to know or learn enough about the material culture of a society to advise on the acquisition of objects or their use in exhibits or historical reconstruction, or to prepare authoritative publications which place them clearly in their social context. For historical periods where the archaeological record reveals much about the material culture of society, such historians must learn what the rapidly-developing science of archaeology can and cannot

pour servir de conseiller lors de l'acquisition de certains objets, pour en expliquer l'utilité lors d'expositions ou de reconstructions historiques et pour préparer des publications faisant autorité qui replacent ces objets avec précision dans leur contexte historique. Lorsqu'il s'agit d'époques sur lesquelles les fouilles archéologiques ont permis d'en apprendre beaucoup sur la culture matérielle d'une société, les historiens concernés devraient vérifier jusqu'à quel point les archéologues, dont la science se développe à un rythme accéléré, peuvent leur être utiles dans la reconstitution du passé, et joindre ainsi leurs efforts pour atteindre ce but commun. Dans le cas de sites historiques, les chercheurs pourraient devoir se familiariser avec la structure des constructions caractérisant une époque, avec l'histoire de l'architecture civile et militaire propres à une société.

Il est peu probable que ces spécialisations puissent s'acquérir dans le cadre d'un programme de premier cycle d'histoire appliquée prétendant préparer l'étudiant à travailler pour l'un ou l'autre des services historiques mentionnés précédemment. De plus en plus, les employeurs posent comme condition minimale de posséder une maîtrise en histoire et, de préférence, une expérience pertinente dans l'utilisation de sources primaires; par ailleurs, il ne serait pas raisonnable de préconiser l'inclusion de plus d'une spécialisation technique au programme de maîtrise en histoire, d'autant plus que le seul fait d'en introduire une risquerait de diminuer la valeur de la formation historique. Une formation universitaire en histoire architecturale, en archivistique ou en histoire de la culture matérielle incluant la participation de chercheurs expérimentés d'institutions publiques, est préférable à un diplôme en histoire appliquée dont le programme tente de toucher à tous les domaines.

Pour les candidats qui s'attendent à faire beaucoup de rédaction pour fin de publication, une formation institutionnelle ou pratique en rédaction et publication serait des plus utiles, quant bien même ce ne serait que dans le but de publier des travaux de recherches personnelles.

On entend aussi parler du besoin d'enseigner aux étudiants en histoire appliquée des notions administratives telles la gestion de budgets, de matériel ou d'effectifs humains. Le futur diplômé en histoire appliquée n'a pas plus (et probablement pas moins) besoin de ce genre de connaissances que le futur professeur d'université. Si un historien a l'intention de travailler au sein de petites organisations à titre d'homme ou de femme à tout faire et ne peut acquérir de formation en administration dans le cadre de son travail, il existe d'autres solutions (pour les musées, par exemple, il y a la muséologie ou les cours en gestion des musées). Si, par contre, il se destine à travailler pour de grandes institutions, d'autres se chargeront de l'aspect administratif. Dans le cas où il occuperait un poste de supervision, l'historien acquerrait les connaissances suffisantes pour ce genre de poste dans son milieu de travail; le cas échéant, des cours d'appoint lui seraient offerts. Le directeur du personnel de recherches, dont la principale fonction est la gestion des budgets et du personnel, n'est historien qu'à ses moments de loisir. Par contre, le chercheur de vocation qui décide de renoncer à ces "délices" n'aura certes pas besoin de se munir d'une formation en gestion ou en administration.

F.J. Thorpe

contribute, so that they can work with archaeologists toward the common objective of reconstructing the past. In the historic-sites field, researchers may have to become very familiar with the built environment of the past, a society's civil and military architectural history.

It is doubtful that these specialties can be covered in a graduate course in "public history" that purports to prepare someone with a first degree for employment in any or all of the public services mentioned above. Increasingly, most jobs already entail, as a minimum, a master's degree in history, preferably with adequate experience in the use of primary sources; it would be unreasonable to expect the inclusion of more than one technical specialty within that degree, and even one may threaten to dilute it. Graduate training in architectural history for some, in archival work or material-culture history for others, with active senior researchers from public agencies participating in the instruction, is preferable to graduate degrees in "public history" that attempt to cover all the bases.

For those who expect to do a great deal of writing for publication, formal or informal training in editing would be most useful, even if only for the purpose of editing their own material.

We have heard reference to a need to teach prospective public historians administrative subjects such as budgets, personnel and material procurement. The future "public historian" has no more (and probably no less) need for this knowledge than has the future university teacher. If a historian intends to work in a small institution as a jack-of-all-trades and cannot learn administration on the job, she can study these subjects elsewhere (for museums, there are "museology" and museum-technology courses). If he is to work in a large institution as a historian, others will do the administrative work. As a historian-supervisor, she may have to master enough about these subjects on the job or through internal courses to carry out her duties. A manager of researchers, who has to devote all of his time to budgets and planning and personnel, can be a historian only in his spare time: dedicated researchers who wish to forego these delights will have required no prior training in management or administration.

F.J. Thorpe